

**Commission d'appel
des services sociaux**

**Rapport annuel
2020-2021**



On peut obtenir un exemplaire du rapport annuel de la Commission d'appel pour l'exercice 2020-2021 au 175, rue Hargrave, 7e étage, Winnipeg (Manitoba) R3C 3R8, ou en composant le 204-945-3003 ou en ligne à http://www.gov.mb.ca/fs/ssab/annual_reports.fr.html.

Cette publication est disponible en d'autres formats, sur demande.

S'il vous plaît communiquer avec la coordonnatrice de l'accessibilité Anna Adamiec, 204-945-4785, ou par email à anna.adamiec@gov.mb.ca.



MINISTRE DES FAMILLES

Palais législatif
Bureau 357
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8
CANADA

Septembre 2021

Son Honneur l'honorable Janice C. Filmon, C.M., O.M.
Lieutenante-gouverneure du Manitoba
Palais législatif, bureau 235
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Madame la Lieutenante-Gouverneure,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel de la Commission d'appel des services sociaux pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

Le tout respectueusement soumis.

« Original signé par »

Madame Rochelle Squires
Ministre des Familles





Families

Social Services Appeal Board
7th Floor – 175 Hargrave Street
Winnipeg, MB, Canada R3C 3R8
T 204-945-3003 F 204-945-1736
www.manitoba.ca

Commission d'appel des services sociaux
175 rue Hargrave, 7^e étage
Winnipeg (MB) R3C 3R8
Tél. : 204 945-3003 Téléc. : 204 945-1736
www.manitoba.ca

Septembre 2021

Rochelle Squires
Ministre des Familles
Palais législatif, bureau 357
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre le rapport annuel de la Commission d'appel des services sociaux pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

L'article 26 de la Loi sur la Commission d'appel des services sociaux stipule que dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice du gouvernement, la Commission d'appel doit présenter au ministre un rapport sur ses activités pendant l'exercice.

La Commission est fière de ses efforts continus pour offrir un processus d'appel juste et impartial à la population manitobaine ainsi que de son rôle visant à guider le ministre et à lui faire des recommandations relativement aux questions soulevées dans le cadre des audiences d'appel.

Je vous prie d'agréer mes salutations les plus sincères.

« Original signé par »

James C. McCrae
Président



TABLE DES MATIÈRES

Composition de la Commission	Page 8
Biographies des membres de la Commission	Page 9
Compétences de la Commission d'appel des Services Sociaux	Page 14
Déroulement de la procédure d'appel et de l'audience	Page 17
Renseignements financiers	Page 18
Statistiques en matière d'appel	Page 19
Demandes de réexamen	Page 31
Sommaire des activités consultatives	Page 32
La Loi sur la Commission d'appel des services sociaux	Page 34

COMPOSITION DE LA COMMISSION

La Commission d'appel des services sociaux se compose de 15 membres qui sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui doivent représenter la diversité sociale, économique et culturelle de la province. Ils doivent aussi connaître les programmes et les services sociaux pour lesquels il est possible d'interjeter appel devant la Commission. Les membres ne peuvent pas être des employés d'un ministre responsable de l'exécution d'une des lois en vertu desquelles on accorde un droit d'appel. Chacun des membres est nommé pour un mandat de deux ans et peut recevoir deux autres mandats de deux ans par la suite.

Le personnel de la Commission est employé par le ministère des familles.

Membres de la Commission d'appel pendant l'exercice 2020-2021

Présidente : James C. McCrae

Vice-présidente : Carmanne Berry

Membres : Teresa Banman
Viola Davidson
Taranjit Dhaliwal
Jason Guy Glesby
Rajinder Grewal
Dolores Hardy
Prof. Israel Kabashiki
Shirley Kalyniuk
Sandra Kaufmann
Edna Nabess
Amanda Racine
Treena Ross
Thomasina Sinclair

Personnel de la Commission d'appel des services sociaux:

Gord Greasley, directeur
Tom Ponech, directeur adjointe
Colleen Wichers, gestionnaire de bureau (depuis le 22 mars 2021)
Amanda Nguyen, secrétaire administrative
Gayle Mager, adjointe administrative (du 1^{er} avril 2020 au 31 décembre 2020)

Avocate: Sarah Thomson, Thompson, Dorfman, Sweatman
Megan Smith, Thompson, Dorfman, Sweatman

BIOGRAPHIES DES MEMBRES DE LA COMMISSION **- 2020-2021**

James C. McCrae, président

Mandat renouvelé le 7 août 2019

La carrière du président de la Commission, M. James McCrae, s'étend sur de nombreuses années et touche tous les ordres de gouvernement. Originaire de Brandon, il a été conseiller municipal de cette ville et député provincial de Brandon-Ouest de 1986 à 1999. Il a exercé les fonctions de procureur général, de ministre de la Santé, de ministre de l'Environnement et de ministre de l'Éducation. Ancien juge de la citoyenneté canadienne, il a aussi été membre de nombreux conseils, comités et organismes de charité.

Carmanne Berry

Mandat renouvelé le 11 août 2020

M^{me} Berry a travaillé pour le programme d'allocation pour la garde d'enfants au Manitoba pendant de nombreuses années. Auparavant, elle a travaillé dans le secteur bancaire à divers endroits au Manitoba, y compris à Winnipeg et dans le Nord. Ces compétences l'ont bien préparée à prendre des décisions sur des questions aussi bien morales que financières au sein la Commission d'appel des services sociaux.

Teresa Banman

Mandat renouvelé le 7 août 2019

M^{me} Banman a fait carrière au sein de la fonction publique du Manitoba et a récemment pris sa retraite après plus de 33 ans de service. Elle a obtenu son diplôme en études urbaines de l'Université de Winnipeg et a toujours été une bénévole active qui croit fortement à l'utilisation de son expérience pour renforcer et faire croître ses collectivités.

M^{me} Banman a présidé diverses associations dans le système éducatif provincial. Elle a participé à divers organismes de charité dans le sud-est du Manitoba et, au fil des ans, a géré diverses équipes sportives dans la région de Steinbach.

De plus, convaincue et passionnée par le pouvoir d'inspiration des personnes qui participent aux arts, elle a été bénévole pendant plusieurs années au conseil d'administration du Steinbach Arts Council.

Au cours des 26 dernières années, M^{me} Banman a été très fière d'aider les Manitobains à recevoir un traitement juste et équitable lorsqu'ils font face à des problèmes de santé mentale. Elle est intimement persuadée que chaque personne a une histoire personnelle qui mérite d'être entendue et respectée.

Viola Davidson**Mandat renouvelé le 11 août 2020**

M^{me} Davidson est une infirmière psychiatrique dotée de 50 années d'expérience variée en santé mentale. Elle a travaillé dans des établissements, des hôpitaux et la collectivité en fournissant aux consommateurs et aux familles des évaluations, des activités d'éducation, des services d'aiguillage, des services thérapeutiques et du counseling. À diverses étapes de sa carrière, elle s'est spécialisée dans les soins de courte et de longue durée, les troubles d'apprentissage, les troubles de l'usage d'une substance, la schizophrénie, les troubles de la personnalité et les interventions d'urgence. Elle fait partie de l'unité d'intervention d'urgence comme infirmière. Elle a aussi siégé au conseil d'administration de Clubhouse.

Taranjit Dhaliwal**Mandat renouvelé le 7 août 2019**

M^{me} Dhaliwal étudie actuellement à la Faculté des sciences de l'Université du Manitoba. Elle a travaillé avec un hôpital du Manitoba et son conseil d'administration sur un projet concernant la propreté. Elle fait du bénévolat auprès de plusieurs organismes de services sociaux et de santé.

Jason Guy Glesby**Mandat renouvelé le 11 août 2020**

M. Glesby est propriétaire de l'entreprise Guy's Landscaping. Il a également possédé la jardinerie Guy's Place, à Winnipeg. Il a été chauffeur d'autobus à la Régie des transports de la Ville de Winnipeg, a étudié au SAIT pour devenir chef de train et a travaillé pour *Class 1 @ Z Railways* au Manitoba. Il est membre actif de la section 856 de l'IATSE (industrie cinématographique). Il participe à la préservation de caravanes Airstream et de trains anciens et aime voyager et camper un peu partout au Manitoba et dans les régions environnantes. Par ailleurs, il participe aux activités de Neighbor Clean et fait du bénévolat au Christmas Cheer Board.

Rajinder Grewal**Mandat renouvelé le 7 août 2019**

M. Grewal est le président de Trademarks Properties à Winnipeg. À titre de bénévole, il a entre autres été président des campagnes de financement du Punjab Cultural Centre, président de la Sikh Society of Manitoba et vice-président du Winnipeg South Sikh Centre. Il parle couramment l'anglais, l'hindi, le pendjabi et l'ourdou.

Dolores Hardy**Mandat renouvelé le 7 août 2019**

M^{me} Hardy est une enseignante et une conseillère d'orientation qui a appuyé la Division scolaire de Brandon et a travaillé pour celle-ci pendant de nombreuses années. Depuis son départ à la retraite, elle travaille comme directrice de travaux pour les étudiants en éducation de l'Université de Brandon. Elle fait aussi occasionnellement du bénévolat dans son ancienne école. Elle considère qu'il est important d'aider les éducateurs qui s'efforcent de maintenir un environnement d'apprentissage renforcé dans leurs communautés scolaires.

M. Israel R. Kabashiki est un éducateur, un fonctionnaire, un consultant en politiques publiques, un stratège d'affaires, un technologue d'affaires et un chercheur-praticien. Il a fréquenté des collèges et des universités dans sa République démocratique du Congo natale, au Canada et aux États-Unis. Il est titulaire d'un doctorat en politique et administration publiques et d'un deuxième doctorat en gestion. Ses domaines d'expertise comprennent les systèmes d'information, l'économie, les affaires internationales, la gestion, et l'administration et les politiques publiques.

En tant qu'entrepreneur, il est président et fondateur de deux entreprises : IZ New Consulting et Mobile Academy of Management.

M. Kabashiki a été bénévole auprès de divers organismes, y compris l'International Leadership Association, la Ville de Winnipeg, la Winnipeg Art Gallery, le sous-comité du Prix d'excellence du service au Manitoba, catégorie leadership et le comité du Policy Developers Network.

Ses affiliations professionnelles incluent : la American Society for Public Administration, la International Honor Society for Public Affairs and Administration, la International Honor Society in Business Administration, la Golden Key International Honour Society, la International Leadership Association et la National Postdoctoral Association. Il s'intéresse notamment au professorat, aux missions professorales, aux services de consultation, à l'encadrement, au mentorat et à la politique.

Mme Kalyniuk a joué un rôle de modèle en encourageant les femmes à surmonter les obstacles et à s'engager dans le processus démocratique. En 1983, elle a été la première femme élue conseillère municipale de la ville de Rosscburn. Par la suite, elle est devenue la première mairesse et a occupé ce poste jusqu'en 2014. Elle a reçu de nombreuses distinctions telles que le Rural Economic Leadership Award, une médaille du Jubilé d'or et une médaille du Jubilé de diamant de la reine Elizabeth II. En 2014, elle a quitté la scène politique municipale après 31 ans d'activité. L'un de ses héritages durables est la promotion de l'engagement des femmes dans la politique municipale. En 2015, la Fédération canadienne des municipalités lui a attribué le prestigieux Prix Ann MacLean qui souligne le parcours exceptionnel d'une élue en politique municipale. À titre de bénévole, elle est présidente ou secrétaire de six conseils locaux administration et l'organisatrice du 40 ième anniversaire du Rosscburn Terry Fox Run.

Sandra Kaufmann**Mandat renouvelé le 11 août 2020**

M^{me} Kaufmann est une administratrice de bureau à la retraite. Elle occupait plus récemment un poste au bureau de Cassidy Ramsay, Barristers and Solicitors, ainsi qu'à Corne and Corne Barrister and Soliciors. Auparavant, elle a passé plusieurs années en services de tenue pour l'entreprise de sa famille et comme propriétaire de A Cut Above Hair Fashions à Winnipeg. Elle s'est impliquée dans la politique et des campagnes électorales depuis 1975 jusqu'au présent. M^{me} Kaufmann et son conjoint, Peter, ont deux enfants et trois petites-filles. Originaire de Souris, Manitoba, elle garde en tête des bons souvenirs de la vie à la ferme.

Edna Nabess**Mandat renouvelé le 7 août 2019**

M^{me} Nabess est née et a grandi à Cormorant, au Manitoba. Elle est fière d'appartenir à la Nation crie de Mathias Colomb, et elle a appris les traditions de sa culture crie par sa mère. M^{me} Nabess est la fondatrice et créatrice principale de Cree-Ations, et est une artisane connue pour ses créations uniques. Elle est membre fondatrice de Manitoba Artist Showcase, et a reçu le Prix du Réseau de services aux entreprises autochtones en 2009, le Prix BMO Expansion et croissance de la petite entreprise en 2017 et une médaille Canada 150. En plus de faire partie du conseil de police de Winnipeg, M^{me} Nabess siège aux conseils d'administration d'Efficacité Manitoba, de la Société d'assurance publique du Manitoba, du comité des célébrations du 150^e anniversaire du Manitoba et d'ATELAC, et a été candidate lors de l'élection provinciale de 2016 dans la circonscription électorale de Keewatinook. Elle redonne à la communauté en participant à de multiples activités de bienfaisance et de collecte de fonds.

Amanda Racine**Mandat renouvelé le 7 août 2019**

Originaire de Winnipeg, M^{me} Racine a étudié la pharmacie au Winnipeg Technical College et est une ancienne préparatrice. Elle travaille actuellement en tant que coiffeuse. Elle est aussi très active dans la collectivité de Boissevain, où elle fait du bénévolat à la St. Andrews Community Church.

Treena Ross**Mandat renouvelé le 11 août 2020**

M^{me} Ross a travaillé dans les secteurs de l'informatique, de la comptabilité et des affaires. C'est une entrepreneure d'expérience qui dirige sa propre compagnie de marketing et de promotion en ligne. Plus récemment, elle a travaillé avec des bénévoles et a coordonné leurs activités dans divers secteurs tels que la collecte de fonds et les organismes à but non lucratif. Elle défend activement les personnes handicapées et défavorisées en fournissant des renseignements sur les programmes provinciaux et fédéraux et en assistant à des rendez-vous et à des réunions afin d'aider des clients à bénéficier des soutiens leur permettant de demeurer dans leur collectivité. En appuyant des membres de la collectivité, elle parvient à faire bouger les choses et à proposer des changements aux divers ordres de gouvernement afin d'améliorer les politiques et les programmes.

M^{me} Sinclair est membre de la Opaskwayak Cree Nation. Elle travaille comme travailleuse spécialiste du développement de l'enfant pour le principe de Jordan de l'autorité sanitaire d'Opaskwayak. En tant que telle, elle travaille avec l'orthophoniste pour s'assurer que tous les besoins des clients sont satisfaits. Elle travaille également avec l'ergothérapeute, prenant des rendez-vous et rencontrant les familles.

M^{me} Sinclair est mère de deux filles et est mariée à son mari depuis 12 ans. Elle prévoit poursuivre ses études et devenir orthophoniste à l'automne 2020.

COMPÉTENCES DE LA COMMISSION D'APPEL DES SERVICES SOCIAUX

La Commission d'appel des services sociaux est un organisme indépendant chargé des appels relativement à la majorité des programmes et des services du ministère des familles. La Commission est directement responsable devant le ministre des familles.

La Commission a été créée en 1959 en vertu de la loi intitulée The Ministère of Welfare Act. Cette loi a été abrogée en 1974, et la Commission a continué ses activités aux termes de la Loi sur les services sociaux. Le 18 février 2002, la Loi sur la Commission d'appel des services sociaux a été proclamée.

Selon la Loi sur la Commission d'appel des services sociaux, la Commission a compétence pour établir ses propres politiques et procédures administratives. Le bureau du ministre ne peut pas infirmer une décision de la Commission. Celle-ci peut seule le faire, en réexaminant sa décision, et la Cour d'appel a aussi ce pouvoir.

Diverses questions peuvent faire l'objet d'un appel. En voici un résumé :

Licence d'agence d'adoption

En vertu de l'article 9 de la Loi sur l'adoption, toute personne peut interjeter appel devant la Commission si le directeur refuse de lui délivrer une licence d'agence d'adoption. Toute personne peut également interjeter appel si une licence qui lui avait été accordée est suspendue ou annulée, ou n'est pas renouvelée.

Permis d'exploiter un établissement d'aide à l'enfant

Toute personne qui se voit refuser un permis d'exploitation d'un établissement d'aide à l'enfant autre qu'un foyer nourricier, ou dont le permis est suspendu, annulé ou non renouvelé, peut interjeter appel devant la Commission en vertu du paragraphe 8(5) de la Loi sur les services à l'enfant et à la famille.

Garde d'enfants - Licence et allocations et qualifications du personnel de garde d'enfants

L'article 20 de la Loi sur la garde d'enfants permet à la Commission d'entendre des appels sur les quatre questions suivantes :

- le refus de délivrer une licence à un établissement de services de garde d'enfants;
- la suspension ou la révocation de la licence d'un établissement de services de garde d'enfants;
- l'imposition de modalités ou conditions pour la délivrance de la licence à un établissement de services de garde d'enfants;
- le refus d'accorder des allocations pour les services de garde d'enfants ou le montant des allocations

Certificat de qualification de garde d'enfants

L'article 30 de la loi sur les normes de garde d'enfants permet à une personne de faire appel lorsqu'elle n'est pas d'accord avec la décision du directeur qui réitère sa demande de certificat de garde d'enfants.

Programmes d'aide financière

Programme d'aide à l'emploi et au revenu

En vertu du paragraphe 9(3) de la Loi sur l'aide à l'emploi et au revenu, toute personne peut interjeter appel devant la Commission pour les motifs suivants :

- a. On ne lui a pas permis de demander ou de redemander une aide au revenu ou une aide générale.
- b. La décision concernant sa demande d'aide au revenu ou d'aide générale, ou une augmentation de l'aide au revenu ou de l'aide générale, n'a pas été rendue dans un délai raisonnable.
- c. Sa demande d'aide au revenu ou d'aide générale a été refusée.
- d. L'aide au revenu ou l'aide générale dont elle bénéficiait a été annulée, suspendue, modifiée ou retenue.
- e. L'aide au revenu ou l'aide générale qu'elle reçoit n'est pas suffisante pour répondre à ses besoins.

Programme 55 ans et plus – volet pour les 55 à 64 ans

Le volet pour les 55 à 64 ans du Programme 55 ans et plus donne le droit d'interjeter appel lorsqu'un demandeur n'est pas jugé admissible aux prestations dans le cadre de ce Programme. Un appel peut également être interjeté si une personne conteste le montant des prestations qu'elle reçoit en vertu du Programme. Le droit d'appel pour ces motifs est énoncé à l'article 9 du Règlement sur le supplément de revenu à l'intention des personnes âgées de 55 ans et plus, qui ne sont pas admissibles aux prestations de sécurité de la vieillesse, pris en application de la Loi sur les services sociaux.

Allocations prénatales au Manitoba

Toute personne qui conteste l'évaluation ou la réévaluation de ses allocations prénatales du Manitoba peut interjeter appel auprès de la Commission en vertu de l'article 12 du Règlement sur les allocations prénatales du Manitoba, pris en application de la Loi sur les services sociaux.

Permis d'exploiter un établissement de soins en résidence

Une personne peut interjeter appel de la décision du Ministère de lui refuser un permis pour un établissement de soins en résidence, de suspendre son permis ou de l'annuler. Une personne peut également faire appel devant la Commission d'appel en cas d'annulation ou de suspension d'une lettre d'agrément concernant un établissement de soins en résidence. Le droit d'interjeter appel de ces décisions est garanti en vertu de l'article 13 de la Loi sur les services sociaux et en vertu du paragraphe 8(5) de la Loi sur les services à l'enfant et à la famille.

Admissibilité au Programme de réadaptation professionnelle

La Commission entend les appels concernant le Programme de réadaptation professionnelle. Un appel peut être interjeté lorsque le directeur rejette une demande en soutenant que le demandeur ne satisfait pas aux critères d'admissibilité du Programme. Le droit d'en appeler de cette décision est prévu à l'article 6 du Règlement sur la

réadaptation professionnelle des invalides, pris en application de la Loi sur les services sociaux.

Aide à la vie en société

La Commission a également compétence pour entendre les appels concernant la Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale. L'article 16 de la *Loi* permet à une personne de faire appel en cas de différend relatif à l'admissibilité au programme ou à un régime individuel de services de soutien.

DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'APPEL ET DE L'AUDIENCE

Les appels peuvent être envoyés par courrier, courrier électronique, télécopie ou remis en main propre au guichet. L'appel se fait au moyen d'une lettre manuscrite ou du formulaire rempli intitulé Avis d'appel à la Commission d'appel des services sociaux. L'appel doit être déposé dans les 30 jours qui suivent la réception par l'appelant de la décision faisant l'objet de l'appel, mais la Commission peut accorder un délai plus long.

Dès réception d'un avis d'appel, une copie est envoyée à l'intimé (la personne ayant rendu la décision). L'intimé doit préparer un rapport indiquant les motifs de la décision et incluant les preuves documentaires sur lesquelles elle est fondée.

Une copie du rapport de l'intimé et un avis d'audience sont envoyés à l'appelant. La Commission doit tenir l'audience dans les 30 jours après la réception de l'appel, sauf si l'appelant demande un délai plus long.

La Commission a le pouvoir d'assigner des témoins au besoin.

L'appelant peut se faire accompagner par une personne pour le soutenir ou l'aider à présenter sa cause, mais il n'est pas obligé de le faire.

À l'audience, trois membres de la Commission siègent en comité pour entendre l'appel. L'appelant doit être présent à l'audience, ainsi qu'un représentant du ministère. Chaque partie présentera un bref exposé, et la Commission posera les questions nécessaires en vue de rendre sa décision. La décision de la Commission est prise en privé après l'audience, et une lettre indiquant la décision et les motifs de celle-ci est envoyée par courrier dans les 15 jours.

Les décisions rendues par la Commission peuvent faire l'objet d'un réexamen ou d'une requête en autorisation d'appel de la Cour d'appel.

Pour de plus amples renseignements sur les politiques et procédures de la Commission, consultez la page suivante: www.gov.mb.ca/fs/ssab/index.fr.html.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

En 2020-2021, le budget de la Commission d'appel des services sociaux s'élevait à 463 000 \$. Ce montant était réparti de la façon suivante : 403 000 \$ pour les salaires et les avantages sociaux du personnel et des membres de la Commission, et 60 000 \$ pour les frais de fonctionnement. Les dépenses réelles s'élevaient à 335 000 \$.

Les indemnités journalières des membres de la Commission proviennent des dépenses en salaires. En 2020-2021, le montant dépensé par la Commission en indemnités journalières s'élevait à 55 800 \$.

09-3D Commission d'appel des services sociaux

Dépenses par sous-crédit	Dép. réelles 2020-2021 000 \$	FTE.*	Budget 2020-2021 000 \$	Écart positif (négatif)	Note expl. n°
Total des salaires et des avantages sociaux	272	4,00	403	(131)	1
Total des autres dépenses	63		60	3	
Total des dépenses	335		463	(128)	

** Les équivalents temps plein ne comprennent pas les membres de la Commission.*

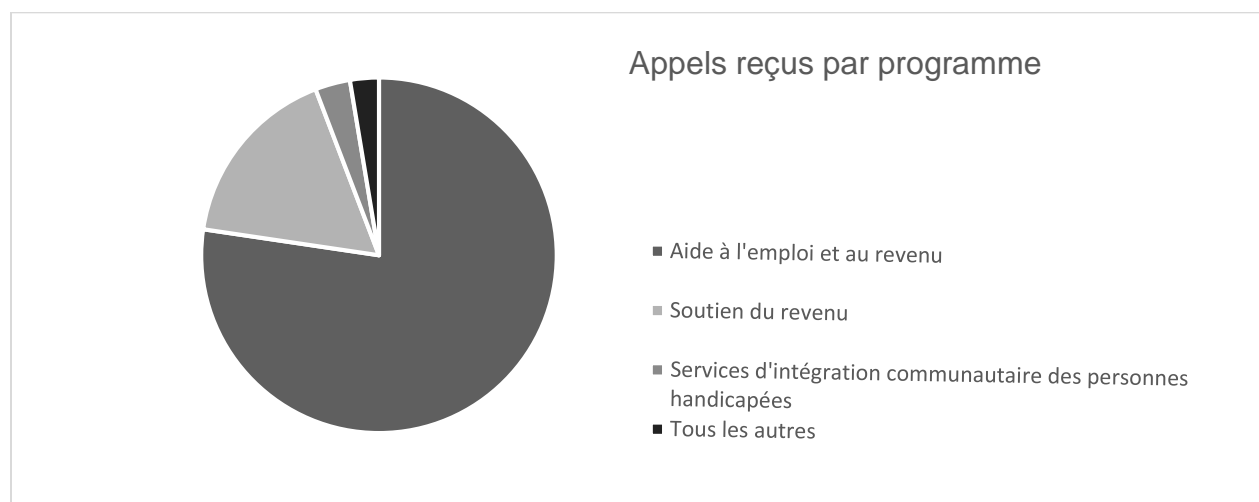
Les membres de la Commission reçoivent des indemnités journalières lorsqu'ils assistent à des audiences, à des réunions ou à des séances de formation. Pour une journée complète, le président reçoit 243 \$ et les autres membres touchent 139 \$. Pour une demi-journée, ces montants passent à 138 \$ et à 79 \$, respectivement.

STATISTIQUES EN MATIÈRE D'APPELS

Appels reçus par programme

	2020-2021	2019-2020
TOTAL DES APPELS INTERJETÉS	534	772
Aide à l'emploi et au revenu	413	634
Soutien au revenu	90	106
- Allocation pour le loyer	59	62
- 55 et plus	11	10
- Allocation pour la garde d'enfants	19	33
- Allocations prénatales	1	1
Services d'intégration communautaire des personnes handicapées	17	31
Autre	14	1
- Programme d'aide à l'employabilité des personnes handicapées	2	0
- Licences de garde d'enfants	2	1
- Qualités requises pour la garde d'enfants	7	0
- Soins en résidence – Enfant	1	0
- Programme non défini ou hors de la compétence	2	0

* Ne relevant pas de la compétence de la Commission d'appel des services sociaux (p. ex., assurance emploi)



Appels reçus en 2020-2021 par audience décisionnelle

	2020-2021	%*	2019-2020	%*
Appel accueilli	17	3	36	5
Appel modifié	15	3	21	3
Appel retiré car réglé	128	24	180	23
Résultat favorable à l'appelant	160	30	237	31
Appel rejeté	166	31	227	29
Appel retiré car élucidé	26	5	37	5
Résultat défavorable à l'appelant	192	36	264	34
Hors des compétences de la Commission	67	13	64	8
Appel retiré car abandonné	33	6	101	13
Absence de l'appelant	28	5	43	6
Décision renvoyée	2	0	2	0
Autre	0	0	1	0
Fermeture du processus**	130	24	211	27
En instance	52	10	60	8
TOTAL	534	100	772	100

En 2020-2021, toutes les statistiques sont présentées en date du 31 mars 2021.

Remarques :

- 1 On dit qu'un appel a été réglé quand le ministère a pris des mesures pour résoudre la question portée en appel.
- 2 On dit qu'un appel a été abandonné quand la Commission d'appel n'a pas pu communiquer avec l'appelant et que le dossier d'appel a été clos.
- 3 On dit qu'un appel a été élucidé quand des explications données par le ministère ont entraîné le retrait de l'appel.
- 4 L'autre était un appel interjeté que la commission a convoqué mais n'a trouvé aucune décision.

* Les données ne correspondent pas nécessairement aux totaux en raison de l'arrondissement des chiffres

** Un dossier qui est clos parce qu'il a été retiré – abandonné (y compris n'a pas été confirmé), ou où l'appelant ne s'est pas présenté, est renvoyé au ministère des

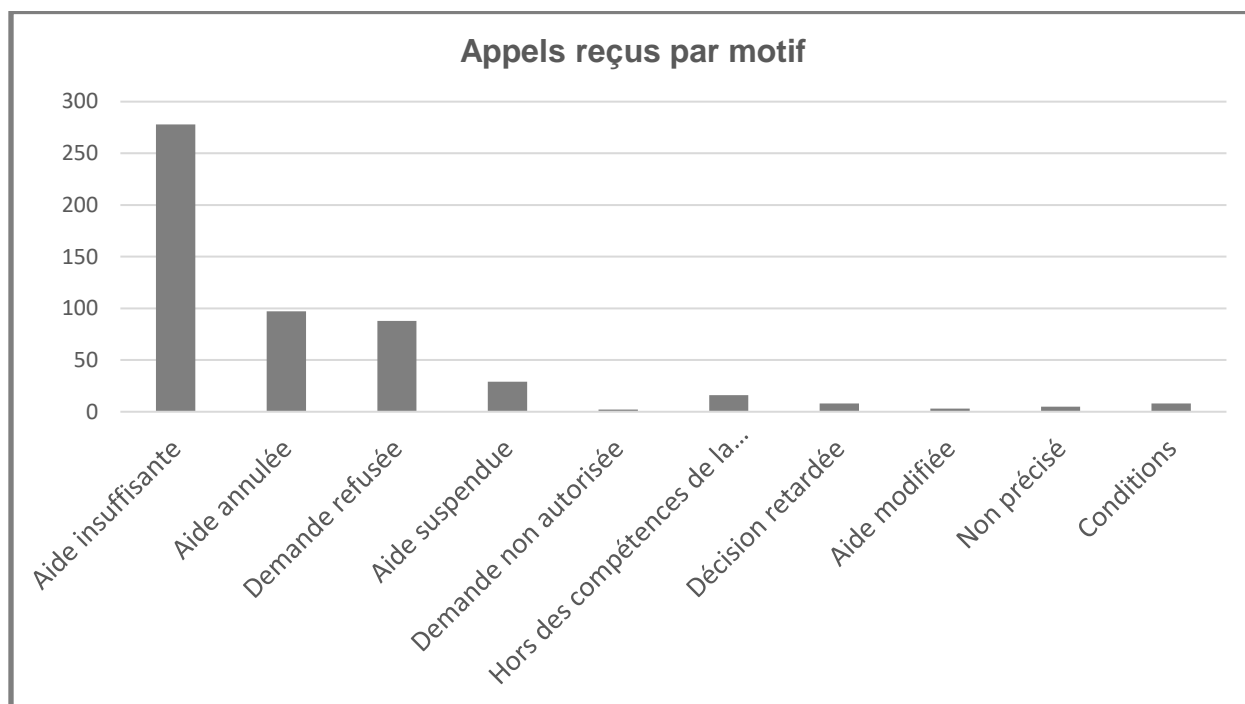
Dossiers d'appel clos en 2020-2021, par année où l'appel a été interjeté

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2021	2020	Total
Appel accueilli	17	4	21
Appel modifié	15	2	17
Appel retiré car réglé	128	9	137
Résultat favorable à l'appelant	160	15	175
Appel rejeté	166	25	191
Appel retiré car élucidé	26	0	26
Résultat défavorable à l'appelant	192	25	217
Hors des compétences de la Commission	67	3	70
Appel retiré car abandonné	33	5	38
Autre	0	0	0
Absence de l'appelant	28	11	39
Décision renvoyée	2	1	3
Fermeture du processus	130	20	150
Dossiers d'appel clos	482	60	542
Reporté à 2021-2022	52	0	52

Classement des appels reçus, en fonction de l'objet des appels

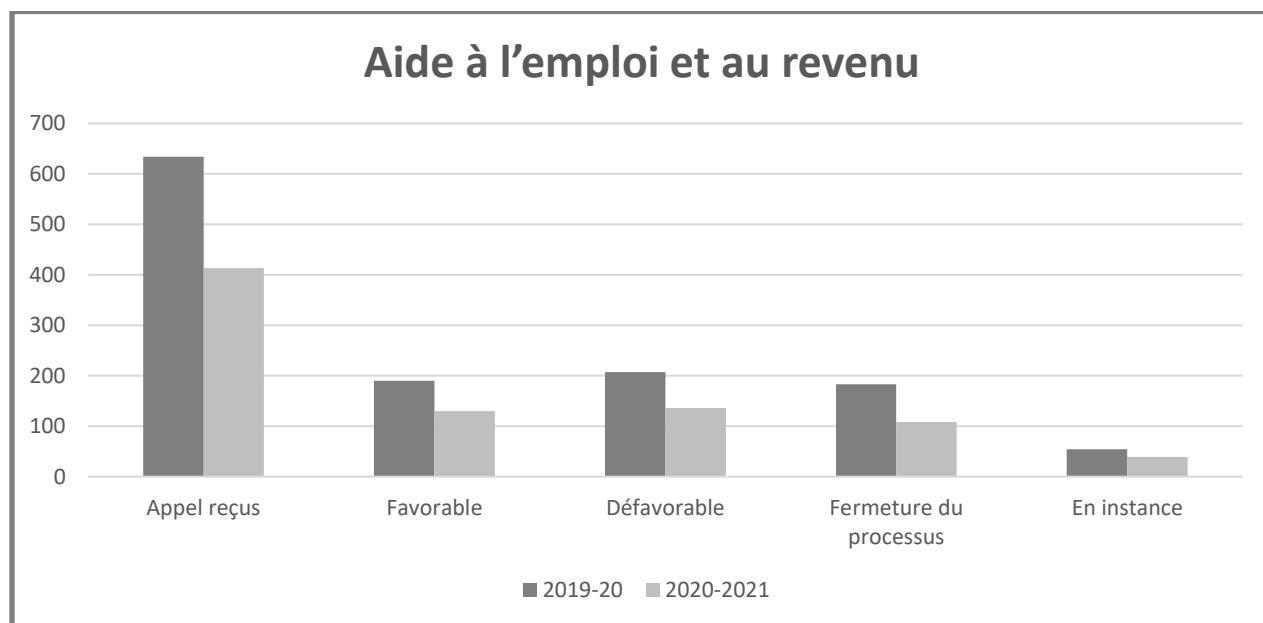
Voici la répartition des objets pour lesquels 534 appels ont été interjetés au cours de l'exercice financier 2020-2021 :

Aide insuffisante	278
Aide annulée	97
Demande refusée	88
Aide suspendue	29
Demande non autorisée	2
Hors des compétences de la Commission	16
Décision retardée	8
Aide modifiée	3
Non précisé	5
Conditions	8



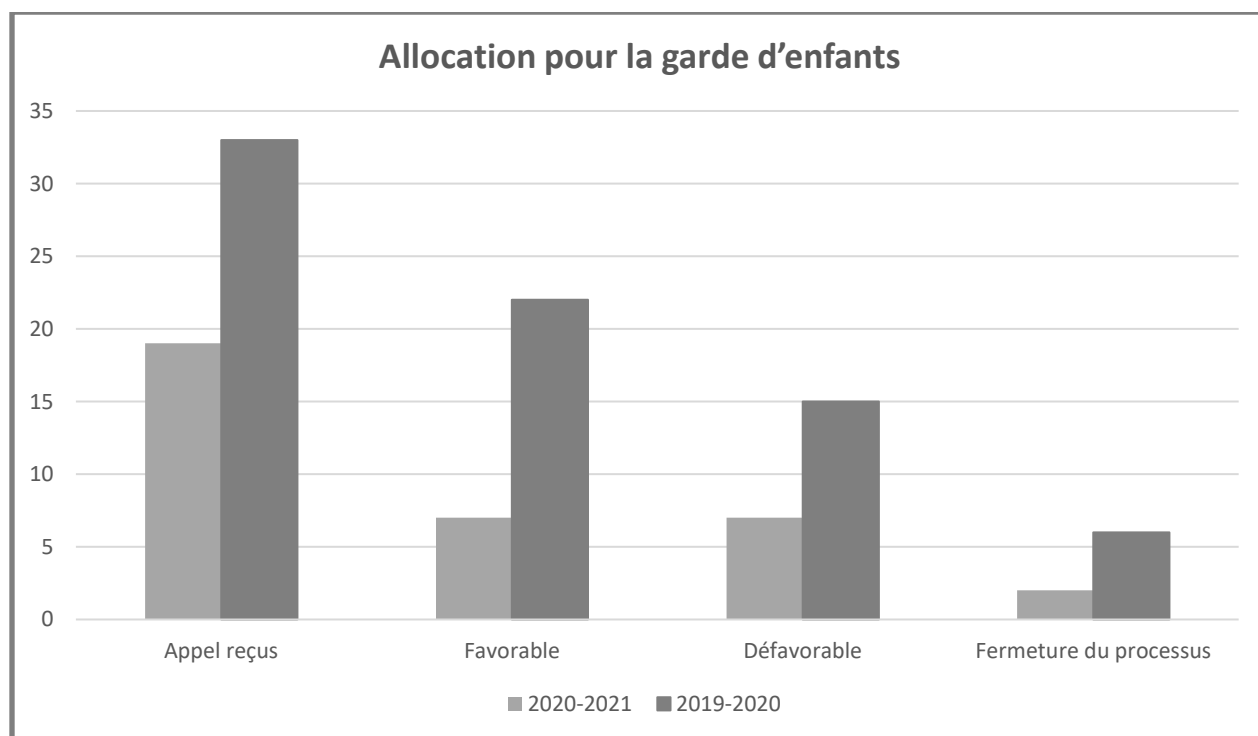
Aide à l'emploi et au revenu

DÉCISION	2020-2021	2019-2020
Appel reçus	413	634
Appel accueilli	10	26
Appel modifié	15	21
Appel retiré car réglé	105	143
Favorable	130	190
Appel rejeté	121	184
Appel retiré car élucidé	15	23
Défavorable	136	207
Hors des compétences de la Commission	59	63
Appel retiré car abandonné	23	82
Autre	0	1
Absence de l'appelant	24	35
Décision renvoyée	2	2
Fermeture du processus	108	183
En instance	39	54



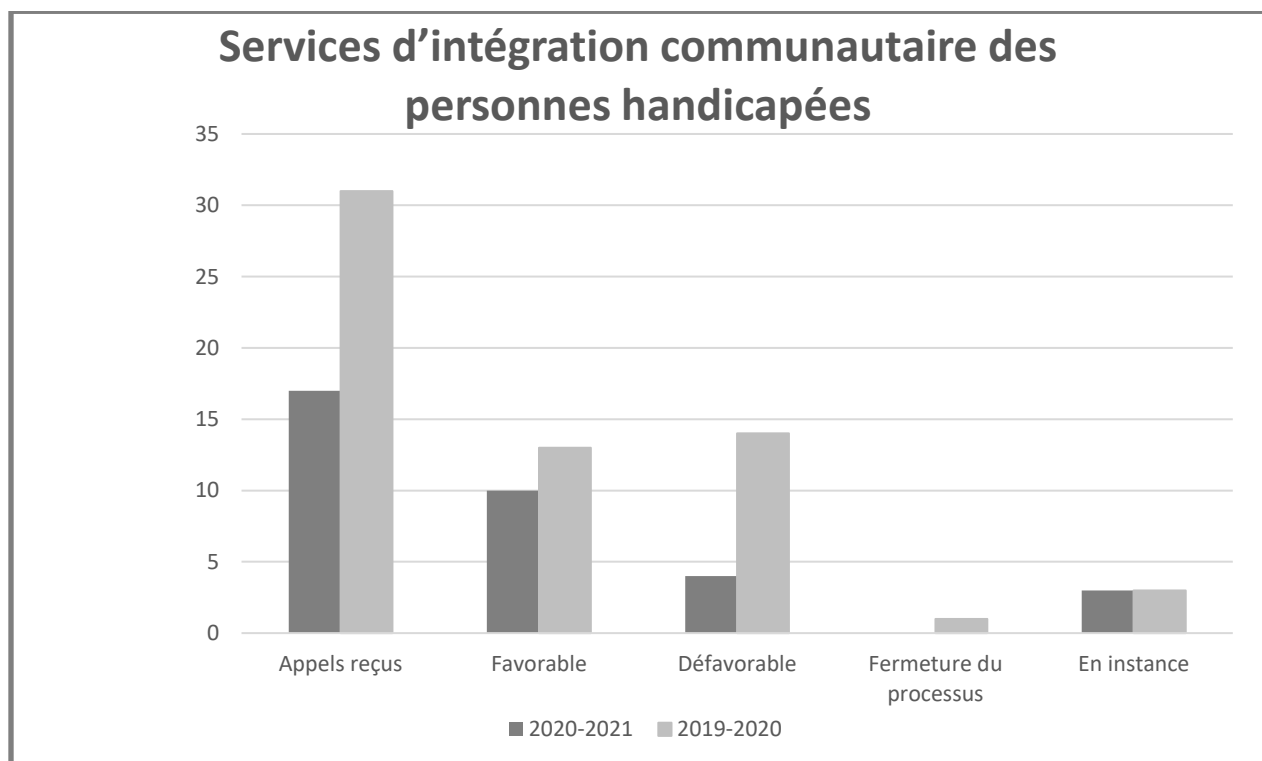
Allocation pour la garde d'enfants :

DISPOSITION	2020-2021	2019-2020
Reçu	19	33
Appel accueilli	0	0
Appel modifié	0	0
Appel retiré car réglé	7	11
Favorable à l'appelant	7	11
Appel rejeté	6	9
Appel retiré car élucidé	1	6
Défavorable à l'appelant	7	15
Appel retiré car abandonné	2	3
Absence de l'appelant	0	3
Fermeture du processus	2	6
En instance	3	1



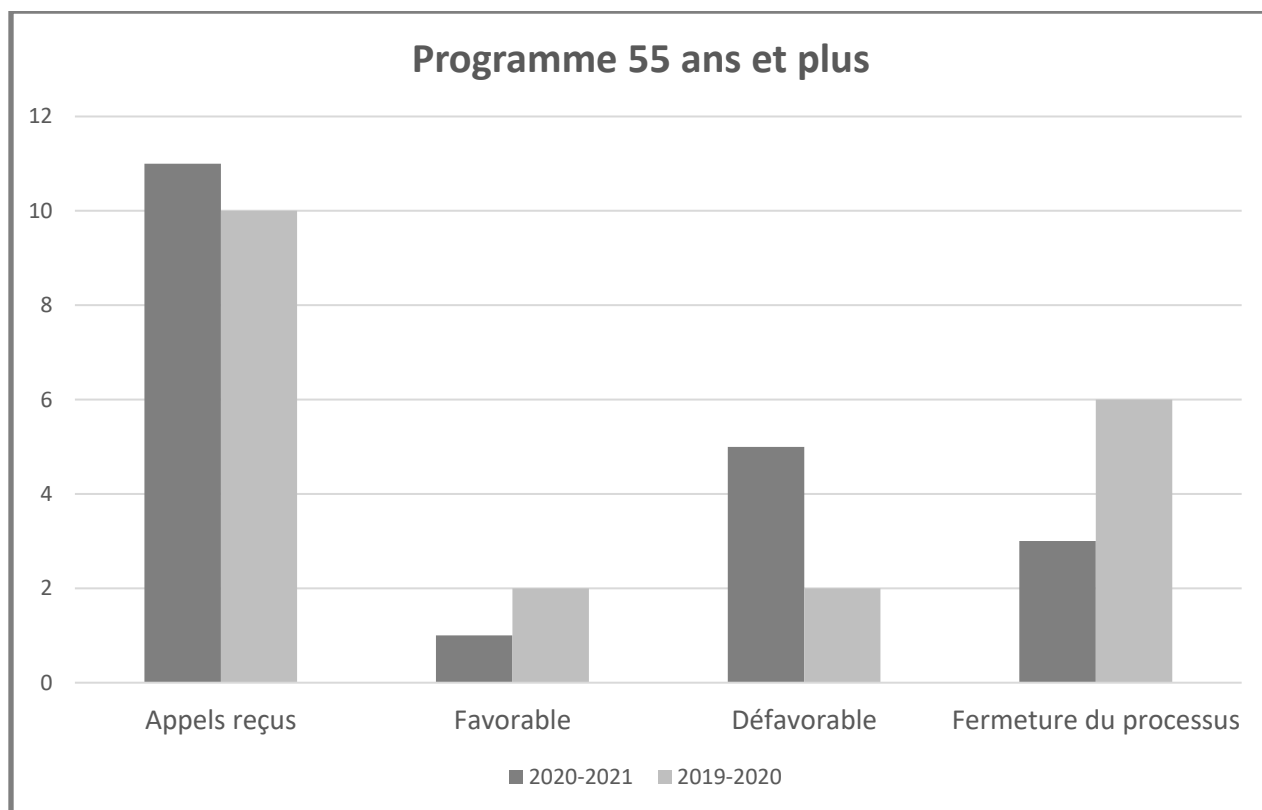
Services d'intégration communautaire des personnes handicapées :

DISPOSITION	2020-2021	2019-2020
Reçu	17	31
Appel accueilli	7	8
Appel retiré car réglé	3	5
Favorable à l'appelant	10	13
Appel rejeté	3	12
Appel retiré car élucidé	1	2
Défavorable à l'appelant	4	14
Appel retiré car abandonné	0	0
Hors des compétences de la Commission	0	1
Fermeture du processus	0	1
En instance	3	3



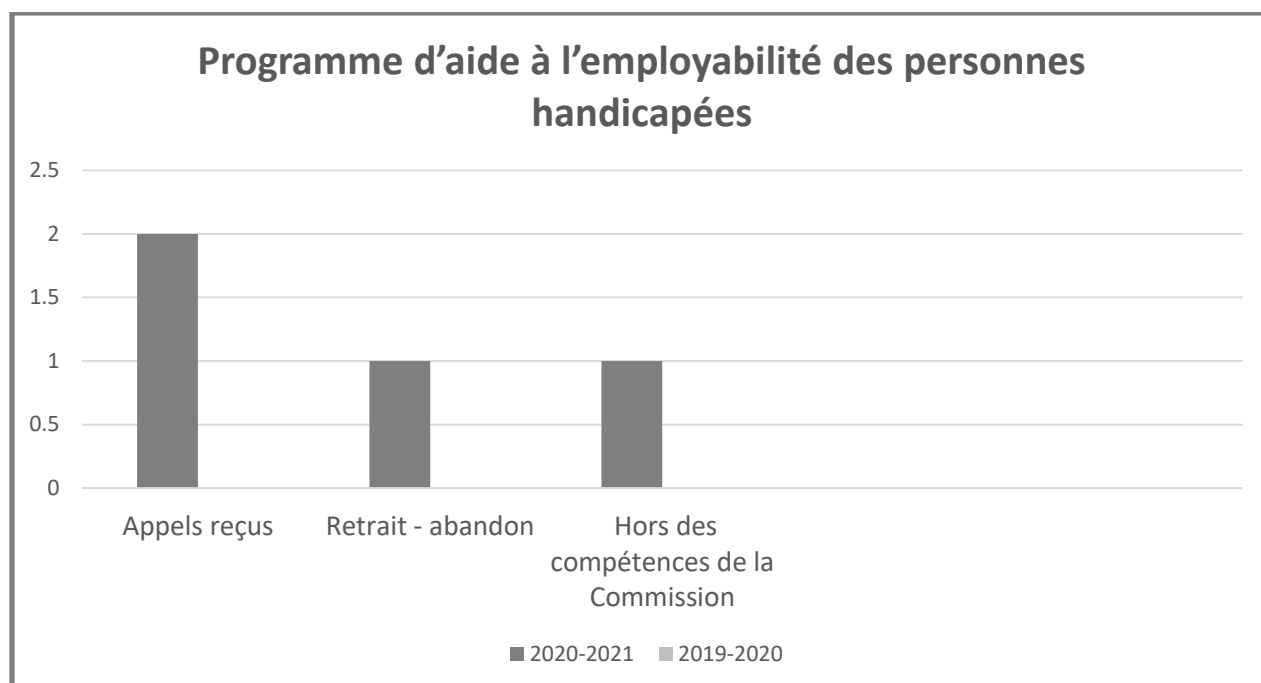
Programme 55 ans et plus :

DISPOSITION	2020-2021	2019-2020
Reçu	11	7
Appel accueilli	0	0
Appel retiré car réglé	1	2
Favorable à l'appelant	1	2
Appel rejeté	5	2
Appel retiré car élucidé	0	0
Défavorable à l'appelant	5	2
Appel retiré car abandonné	1	5
Absence de l'appelant	1	1
Hors des compétences de la Commission	1	0
Fermeture du processus	3	6
En instance	2	



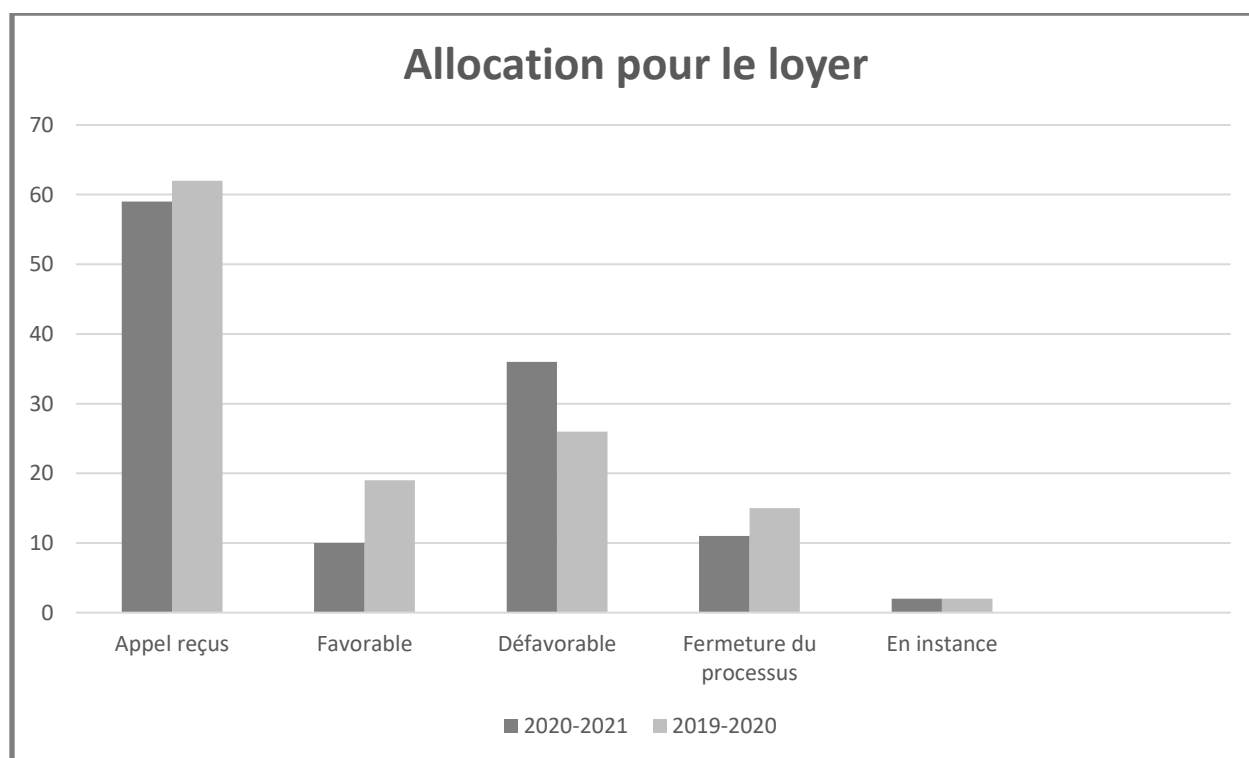
Programme d'aide à l'employabilité des personnes handicapées :

DISPOSITION	2020-2021	2019-2020
Reçu	2	0
Appel retiré car abandonné	1	0
Hors des compétences de la Commission	1	0



Allocation pour le loyer :

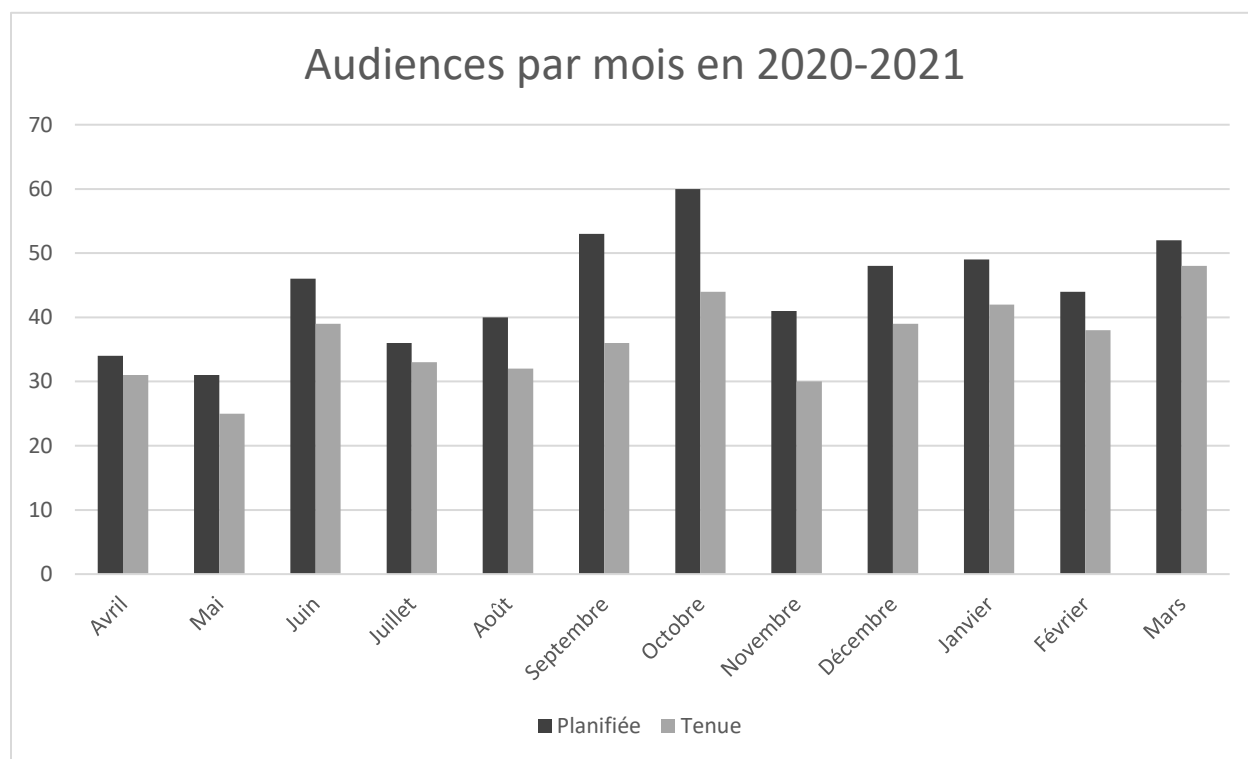
DISPOSITION	2020-2021	2019-2020
Reçu	59	62
Appel accueilli	0	2
Appel retiré car réglé	10	17
Favorable à l'appelant	10	19
Appel rejeté	28	20
Appel retiré car élucidé	8	6
Défavorable à l'appelant	36	26
Absence de l'appelant	3	4
Appel retiré car abandonné	5	11
Hors des compétences de la Commission	3	0
Fermeture du processus	11	15
En instance	2	2



Audiences en 2020-2021 par mois

	Winnipeg	Milieu rural	par téléconférence	Annulée
Avril	0		31	13
Mai	0		25	4
Juin	4		35	4
Juillet	0		33	5
Août	4		28	1
Septembre	0		36	10
Octobre	2		42	6
Novembre	0		30	7
Décembre	1		38	2
Janvier	2		40	1
Février	0		38	3
Mars	1		47	6
Totaux*	14		423	62

* Comprend les appels interjetés lors d'exercices précédents



Motifs d'appel

Voici la répartition des motifs pour lesquels 534 appels ont été interjetés auprès de la Commission d'appel des services sociaux au cours de l'exercice financier 2020-2021 :

Admissibilité médicale	104
Besoins essentiels	24
Besoins en matière de santé	36
Trop payés	31
Ressources financières	67
Frais d'hébergement	36
Sanctions	7
Besoins spéciaux	6
Union de fait	14
Tous les autres où une raison est définie	83
Raison non définie*	126

* Programmes pour lesquels la Commission d'appel des services sociaux examine uniquement l'admissibilité ou pour lesquels le dossier d'appel a été clos parce qu'il s'agissait d'un appel dédoublé, qu'il n'y avait pas matière à appel ou que l'appel était hors de la compétence de la Commission.

DEMANDES DE RÉEXAMEN

En vertu de la Loi sur la Commission d'appel des services sociaux, l'une ou l'autre des parties à l'appel peut demander un réexamen de la décision de la Commission d'appel.

Une demande de réexamen doit être déposée par écrit dans les 30 jours suivant la décision de la Commission et doit demander à cette dernière d'examiner les points suivants :

- le processus suivi par le comité d'origine ou la décision prise par ce comité était-il partial ou donnait-il cette impression?
- le processus suivi par le comité a-t-il découragé la présentation ou la prise en compte d'éléments de preuve pertinents?
- la décision allait-elle à l'encontre de la législation?
- une erreur administrative flagrante dans le calcul ou dans les dates pertinentes est-elle survenue dans l'ordonnance de la Commission?

DEMANDES REÇUES

	2020-2021	2019-2020
Total	16	20
Provenant de l'appelant	14	15
Provenant de l'intimé	2	5

RÉPARTITION DES PROGRAMMES

	2020-2021	2019-2020
Aide à l'emploi et au revenu	13	17
Services d'intégration communautaire des personnes handicapées	0	2
Programme d'aide à l'employabilité des personnes handicapées	0	0
Allocation pour le loyer	3	1

DISPOSITION

	2020-2021	2019-2020
Demandes acceptées	0	1
Demandes refusées	16	18
Demandes retirées	0	1

SUR LE NOMBRE DE DEMANDES ACCORDÉES

	2020-2021	2019-2020
Décisions modifiées	0	0
Décisions infirmées	0	1
Décisions confirmées	16	0

Sommaire des activités consultatives

En vertu de la Loi sur la Commission d'appel des services sociaux, la Commission a la responsabilité de donner des conseils et de faire des recommandations sur les questions relatives aux services sociaux désignés. Au cours de l'exercice 2020-2021, la Commission dans son ensemble a rencontré une fois la ministre des Familles. Le président de la Commission a aussi rencontré la ministre une fois.

La Commission a soulevé trois questions auprès de la ministre.

Chaque année, la Commission entend un certain nombre d'appels de décisions du ministère de catégoriser des relations en tant qu'unions de fait. Par le passé, la Commission a exprimé des préoccupations, car la politique du ministère pour déterminer si une union de fait existe est trop générale, et englobe des relations qui ne sont généralement pas considérées comme des unions de fait par des citoyens ordinaires.

Cependant, dans les affaires où la Commission détermine que la politique est trop générale, elle doit se fonder sur le libellé de la Loi sur les allocations d'aide du Manitoba, qui parle d'une relation maritale plutôt que d'une union de fait.

La Commission craint que le terme « relation maritale » manque de clarté, et pourrait faire que la Commission demande des éléments de preuve qui enfreignent le droit à la protection de la vie privée. De récentes décisions de la Cour suprême du Canada compliquent davantage l'analyse de la Commission. La Commission a recommandé au ministère d'examiner le terme afin de déterminer si plus de clarté peut être donnée aux employés et aux clients du ministère, ainsi qu'à la Commission, lorsque sont déterminées des unions de fait.

La deuxième question concerne la politique du ministère de refuser une aide financière pour tout service externe de physiothérapie. La Commission comprend que cette politique a été élaborée quand les hôpitaux fournissaient ces services. La politique n'a pas changé depuis la fin des services de physiothérapie en consultation externe dans les hôpitaux il y a plusieurs années, malgré le fait que la Loi sur les allocations d'aide du Manitoba autorise le ministère à financer les services de physiothérapie.

La différence entre le règlement et la politique du ministère a donné lieu à de la confusion pour les clients du programme. La position de la Commission en matière d'appels relatifs aux services de physiothérapie est de suivre la politique, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Très généralement, la Commission autorise le financement de services de physiothérapie si la preuve démontre que cela peut éliminer le besoin d'aide en préparant la personne à retourner au travail.

La Commission a recommandé que le ministère révise sa politique relative aux services de physiothérapie afin d'autoriser le financement dans des circonstances exceptionnelles, comme lorsque ces services augmentent l'indépendance des clients et réduisent les dépenses futures du programme.

La troisième question concerne le manque de flexibilité dans le règlement de la Loi sur les allocations d'aide du Manitoba afin de répondre aux changements de situation financière des demandeurs du Programme d'allocation pour le loyer.

L'admissibilité au Programme d'allocation pour le loyer est fondée sur le revenu de l'année précédente. Le règlement interdit clairement les ajustements pour les changements relatifs à la situation financière. La Commission entend fréquemment des appels de personnes ayant perdu leur emploi ou ayant connu d'autres baisses de leur revenu, mais qui ne sont pas admissibles au Programme à cause de leur revenu l'année précédente.

La Commission comprend que l'utilisation du système de taxes et impôt est un moyen efficace de gérer le programme. Cependant, la Commission a recommandé que le règlement soit modifié afin de permettre la prise en compte de changements importants dans la situation financière lors de la détermination de l'allocation du Programme.

La ministre a répondu aux questions soulevées par la Commission, qui voit comme encourageantes les mesures prises par le ministère relativement à ces questions.

Depuis un certain nombre d'années, la Commission joue son rôle consultatif auprès du ministre des Familles en soulevant des préoccupations au sujet de lacunes dans les services offerts aux adultes qui ne répondent pas aux critères du Programme des services d'intégration communautaire des personnes handicapées, mais dont la capacité de fonctionner de façon autonome est extrêmement réduite. La Commission comprend que le ministère est en train d'examiner certains aspects du programme, notamment la loi qui le régit, et a hâte de voir les résultats de cet examen.

Loi sur la Commission d'appel des services sociaux

(Date de sanction : 6 juillet 2001)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

DÉFINITIONS ET OBJET

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **comité** » Comité d'appel de la Commission d'appel. ("panel")

« **Commission d'appel** » La Commission d'appel des services sociaux indiquée à l'article 3. ("appeal board")

« **fonctionnaire désigné** » Personne qui, en vertu d'une loi désignée, peut rendre une décision ou donner un ordre à l'égard duquel la loi désignée prévoit un droit d'appel à la Commission d'appel, ou la personne à qui est délégué un tel pouvoir. ("designated officer")

« **loi désignée** »

a) La Loi sur l'adoption;

b) la Loi sur la garde d'enfants;

c) la Loi sur l'aide à l'emploi et au revenu;

d) la Loi sur les services sociaux ou ses règlements d'application;

e) la Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale;

f) tout autre loi ou règlement désigné par règlement. ("designated Act")

« **ministre** » Le ministre chargé par le lieutenant-gouverneur en conseil de l'application de la présente loi. ("minister")

L.M. 2004, c. 42, art. 50.

Objet

2 La présente loi a pour objet de mettre à la disposition des Manitobains et Manitobaines un processus d'appel des décisions ayant trait à différents programmes et services sociaux qui soit informel, juste et impartial.

COMMISSION D'APPEL

Commission d'appel des services sociaux

3 Le Comité consultatif des services sociaux, établi en vertu de la *Loi sur les services sociaux*, est maintenu en vertu de la présente loi sous l'appellation de Commission d'appel des services sociaux.

Composition

4(1) La Commission d'appel se compose de 15 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Membres

4(2) De l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, les membres de la Commission d'appel :

a) représentent la diversité régionale, économique et culturelle du Manitoba;

b) sont bien informés des services et programmes sociaux que prévoient les lois désignées;

c) ne sont pas au service d'un ministre responsable de l'application d'une loi désignée.

Mandat de deux ans

4(3) Les membres sont nommés pour un mandat de jusqu'à deux ans et peuvent ensuite l'être pour deux autres mandats de deux ans.

Nomination après trois mandats

4(4) Le membre qui a terminé trois mandats peut être nommé de nouveau pour un autre mandat, pourvu qu'au moins une année se soit écoulée depuis la fin de son dernier mandat.

Continuation des mandats

4(5) Les membres exercent leur charge jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau, qu'un successeur leur soit nommé ou que leur nomination soit révoquée.

Rémunération et indemnités

5 Les membres de la Commission d'appel reçoivent une rémunération et des indemnités aux taux que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Présidence et vice-présidence

6(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne parmi les membres de la Commission d'appel un président et au moins un vice-président.

Fonctions du vice-président

6(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou sur autorisation de ce dernier, la présidence est assumée par un des vice-présidents.

Personnel

7 Le personnel nécessaire à l'exercice des attributions de la Commission d'appel peut être nommé conformément à la *Loi sur la fonction publique*.

Attributions

8 La Commission d'appel :

- a) entend et juge les appels interjetés dans le cadre des lois désignées;
- b) conseille le ministre et lui fait des recommandations, à sa demande, sur toute question se rapportant aux services et aux programmes sociaux du Manitoba;
- c) peut, de sa propre initiative, conseiller le ministre et lui faire des recommandations à l'égard des services sociaux fournis en vertu des lois désignées;
- d) exerce toute autre fonction que lui attribue une loi, un règlement ou le ministre.

Règles de procédure

9 La Commission d'appel peut établir ses propres règles de procédure, auquel cas elle les rend accessibles au public.

Affichage de l'information — appel

10 Les fonctionnaires désignés affichent l'information qui se rapporte au droit d'interjeter appel à la Commission d'appel ainsi qu'à la procédure d'appel dans un endroit public bien en vue situé dans un bureau où sont rendues des décisions pouvant faire l'objet d'un appel en vertu d'une loi désignée.

COMITÉS DE LA COMMISSION D'APPEL

Commission d'appel en comité

11(1) La Commission d'appel siège en comité de trois personnes pour entendre les appels.

Désignation des membres

11(2) Le président désigne les membres qui siègent aux comités.

Président du comité

11(3) Le président ou un des vice-présidents préside les séances des comités. Il est permis au président de désigner un membre pour en assumer la présidence.

Personne ne pouvant être membre d'un comité

11(4) Il est interdit à un membre de la Commission d'appel de siéger à un comité :

- a) si l'une des parties et lui sont parents;
- b) s'il n'est pas en mesure de faire preuve d'impartialité et d'indépendance quant à l'issue de l'appel.

Quorum

11(5) Le quorum d'un comité est formé des trois membres que vise le paragraphe (1).

Compétence du comité

11(6) Dans le cadre d'un appel :

- a) le comité a la compétence de la Commission d'appel et peut exercer les attributions de celle-ci;
- b) la décision rendue par la majorité des membres du comité constitue la décision de la Commission d'appel.

APPEL À LA COMMISSION D'APPEL

Appel

12(1) Quiconque a le droit, en vertu d'une loi désignée, d'interjeter appel à la Commission d'appel d'une décision ou d'un ordre peut le faire en déposant un avis d'appel à la Commission.

Délai pour interjeter appel

12(2) L'avis d'appel est déposé dans les 30 jours qui suivent la date de la décision ou de l'ordre, sauf si la loi désignée prévoit un délai différent.

Prolongation du délai pour interjeter appel

12(3) La Commission d'appel peut prolonger le délai accordé pour interjeter appel, que ce délai soit expiré ou non.

Motifs

12(4) L'avis d'appel est par écrit et indique les motifs de l'appel.

Parties

13(1) Sont parties à un appel la personne qui a le droit d'interjeter appel à la Commission d'appel ainsi que le fonctionnaire désigné qu'indique la loi désignée pertinente.

Présence des parties

13(2) L'appelant et le fonctionnaire désigné, ou son délégué, doivent être présents à l'audience ou, si le paragraphe 19(2) s'applique, doivent pouvoir communiquer l'un avec l'autre ainsi qu'avec la Commission d'appel de façon simultanée.

Représentation

14 Toute personne peut, à la demande de l'appelant, communiquer avec la Commission d'appel en son nom et être présent à l'audience avec lui.

Avis au fonctionnaire désigné

15(1) Dès réception d'un avis d'appel, la Commission d'appel en remet rapidement une copie au fonctionnaire désigné.

Documents à produire

15(2) Dès réception de l'avis d'appel, le fonctionnaire désigné fait parvenir rapidement à la Commission d'appel :

- a) la preuve documentaire sur laquelle il s'est fondé pour rendre la décision ou donner l'ordre faisant l'objet de l'appel;
- b) les documents qu'il est expressément tenu de fournir relativement à l'appel suivant la loi désignée;
- c) tout autre document qui, à son avis, peut être pertinent.

Date d'audience

16(1) La Commission d'appel fixe, pour chaque appel, une date d'audience qui soit la plus rapprochée possible. L'audience commence au plus tard 30 jours après la réception par la Commission de l'avis d'appel, sauf si celle-ci accorde, à la demande de l'appelant, un délai plus long.

Avis

16(2) La Commission d'appel avise les parties par écrit de la date, de l'heure et du lieu de l'audience au moins six jours avant celle-ci, à moins que les parties ne conviennent d'une période de préavis plus courte.

Examen de la preuve par les parties

17 La Commission d'appel donne à chaque partie l'occasion d'examiner et de reproduire les renseignements qui lui ont été présentés aux fins de la tenue de l'audience.

Attributions de la Commission d'appel

18 La Commission d'appel s'informe de tous les faits ayant trait à chaque appel. Pour ce faire, elle :

- a) peut exiger la comparution d'un témoin qui n'a pas été appelé et la production d'un document qui n'a pas été produit par une partie;
- b) a les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la partie V de la *Loi sur la preuve au Manitoba*.

Non-application des règles de preuve

19(1) La Commission d'appel n'est pas liée par les règles de preuve s'appliquant aux poursuites judiciaires.

Conférence téléphonique

19(2) Il peut être procédé à une audience au moyen d'une conférence téléphonique ou d'un autre moyen de communication permettant à la Commission d'appel et aux parties de communiquer entre elles simultanément.

Demande de huis clos

19(3) Les audiences se déroulent à huis clos si l'appelant en fait la demande; autrement, elles sont accessibles au public.

Ajournement

19(4) La Commission d'appel peut, si elle l'estime opportun, ajourner une audience.

ORDONNANCE DE LA COMMISSION D'APPEL

Ordonnance de la Commission d'appel

20(1) Sauf indication contraire de la loi désignée, la Commission d'appel peut, par ordonnance écrite :

- a) confirmer, modifier ou annuler l'ordre ou la décision du fonctionnaire désigné;
- b) donner l'ordre ou rendre la décision que le fonctionnaire désigné aurait pu donner ou rendre;
- c) renvoyer l'affaire au fonctionnaire désigné afin que celui-ci la réexamine conformément aux directives qu'elle estime opportunes.

Motifs

20(2) La Commission d'appel indique par écrit les motifs de l'ordonnance qu'elle rend.

Délai pour rendre une ordonnance

20(3) La Commission d'appel rend son ordonnance dans les 15 jours qui suivent la fin de l'audience.

Remise de l'ordonnance aux parties

20(4) La Commission d'appel donne aux parties une copie de l'ordonnance et les informe de leur droit d'interjeter appel à la Cour d'appel sur une question de droit ou de compétence.

Ordonnance remise en main propre ou par courrier

20(5) L'ordonnance est remise en main propre aux parties ou leur est envoyée par poste-lettres ordinaire ou par tout autre moyen que la Commission d'appel et les parties estiment acceptable.

Exécution de l'ordonnance

21 Le fonctionnaire désigné exécute l'ordonnance de la Commission d'appel.

Réexamen de l'ordonnance

22(1) La Commission d'appel peut, à la demande d'une partie ou de son propre chef, réexaminer, en tout ou en partie, l'ordonnance qu'elle a rendue et la confirmer, la modifier, la suspendre ou l'annuler.

Délai pour déposer une demande de réexamen

22(2) La demande de réexamen se fait par écrit, est motivée et est déposée à la Commission d'appel dans les 30 jours qui suivent la date de l'ordonnance.

Délai — décision sur la demande de réexamen

22(3) La Commission d'appel décide, par ordonnance, si l'ordonnance sera réexaminée dans les 15 jours qui suivent la date du dépôt de la demande de réexamen.

Motifs

22(4) La Commission d'appel donne par écrit les motifs de sa décision dans l'éventualité où elle décide de ne pas réexaminer une ordonnance.

APPEL À LA COUR D'APPEL

Appel à la Cour d'appel

23(1) Avec l'autorisation d'un juge de la Cour d'appel, toute partie à un appel devant la Commission d'appel peut interjeter appel à la Cour d'appel de l'ordonnance de la Commission d'appel sur une question qui touche la compétence de celle-ci ou sur une question de droit.

Délai

23(2) La requête en autorisation d'appel est présentée dans les 30 jours qui suivent la date de l'ordonnance de la Commission d'appel ou dans tout délai supplémentaire que fixe un juge.

Parties

23(3) La Commission d'appel et les parties à l'appel devant celle-ci ont le droit d'être entendues au sujet de la requête en autorisation d'appel et de l'appel à la Cour d'appel.

Ordonnance de la Cour d'appel

24 La Cour d'appel peut :

- a) infirmer, modifier ou confirmer l'ordonnance de la Commission d'appel;
- b) renvoyer l'affaire à la Commission d'appel afin que celle-ci la réexamine conformément aux directives qu'elle estime opportunes.

RÈGLEMENTS

Règlements

25 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) désigner des lois ou des règlements pour l'application de la définition de « loi désignée » à l'article 1;
- b) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire ou utile à l'application de la présente loi.

RAPPORT ANNUEL

Rapport annuel

26 Dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice du gouvernement, la Commission d'appel présente au ministre un rapport sur ses activités pendant l'exercice. Le ministre dépose une copie du rapport devant l'Assemblée législative dans les 15 premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

IMMUNITÉ

Immunité

27 La Commission d'appel et ses membres bénéficient de l'immunité pour les actes accomplis ou les omissions commises de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des attributions que leur confère la présente loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Définitions transitoires

28(1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« **ancienne loi** » La Loi sur les services sociaux, c. S165 des **L.R.M. 1987**. ("former Act")

« **ancienne loi désignée** » Loi désignée telle qu'elle était libellée juste avant l'entrée en vigueur de la présente loi. ("former designated Act")

Appels commencés

28(2) Les appels qui sont commencés, en vertu d'une ancienne loi désignée, devant le Comité consultatif des services sociaux visé par l'ancienne loi mais qui ne sont pas terminés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi se poursuivent et sont tranchés conformément aux dispositions de l'ancienne loi désignée comme si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

29 à 34

NOTE : Les modifications corrélatives que contenaient ont été intégrées aux lois auxquelles elles s'appliquaient.

CODIFICATION PERMANENTE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Codification permanente

35 La présente loi peut être citée sous le titre : *Loi sur la Commission d'appel des services sociaux*. Elle constitue le chapitre S167 de la *Codification permanente des lois du Manitoba*.

Entrée en vigueur

36(1) La présente loi, à l'exception de l'article 33, entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur de l'article 33

36(2) L'article 33 entre en vigueur en même temps que la *Loi modifiant la Loi sur les services sociaux*, c. 31 des *L.M. 2000*.

NOTE : Le chapitre 9 des *L.M. 2001*, sauf l'article 33, est entré en vigueur par proclamation le 18 février 2002.